

Evaluation de l'impact du COVID-19 en Grand Est

Agriculture – Agroalimentaire - Forêt

Date de mise à jour : 16/04/2020
Période : Semaine 4 – Du 13 au 17 avril 2020

Contributions des Chambres (CDA 08, 10/52, 51, 54, 55, 57, 88, 67, 68 et CRAGE), Interbev Grand Est, CIL Grand Est, Est horticole, IDELE, CGB, Fédération du Négoce Agricole



Dans le secteur laitier, situation préoccupante : cotations de la poudre et du beurre en forte chute et se rapprochant des prix d'intervention => impact prévisible sur le prix du lait.

En viande bovine, toujours un manque de visibilité et des difficultés sur l'équilibre de valorisation des carcasses + situation qui pourrait devenir difficile si les demandes de baisse de production en lait se traduisent par une hausse des abattages.

En viande ovine, la situation s'est redressée juste avant Pâques laissant globalement peu d'agneaux non collectés dans les élevages.

En grandes cultures, la filière betteraves/sucre est l'une des plus impactée (baisse des cours du sucre et de l'éthanol).

Sur les circuits courts/vente directe, toujours de nombreuses initiatives locales ayant pour objectif de rapprocher l'offre et la demande.

A l'image de la filière ovine, fort enjeu sur la communication et l'implication de la distribution pour valoriser les produits français.



TOUTES PRODUCTIONS ET TOUS MAILLONS

Globalement, la situation semble quelque peu se « stabiliser » et moins de changements et/ou de nouveautés sont remontées cette semaine.

Poursuite des activités para-agricoles (conseil, concessions agricoles...) en mettant en place des procédures adaptées.

Pas ou peu de problèmes d'approvisionnement (engrais, semences, phytos). Les besoins ont été anticipés par les agriculteurs et les opérateurs arrivent à les approvisionner pour assurer leurs besoins en période actuelle très active. La Fédération du Négoce Agricole (France) indique ainsi un niveau d'activité moyen de 95% / normale.

L'activité carburant est toutefois plus importante ces dernières semaines due à un effet de stockage par les agriculteurs, mais aussi compte tenu des activités dans les champs.

Activités réduites en entretien-réparation de matériels dans les ateliers.

La chaîne logistique et les livraisons des courriers/colis connaissent toujours des difficultés et des retards (fournitures en pièces...).

Il a été demandé à l'Etat de préciser les modalités de circulation des salariés au sein de la communauté européenne car des saisonniers en transit sont bloqués à la frontière allemande actuellement.

Côté consommation, la croissance et la réorientation des achats des ménages se confirme suite au confinement et à l'arrêt de la RHD : les hypermarchés sont délaissés (-6% de CA / 2019 début avril - sources IRI) du fait de la peur de l'affluence dans les plus grandes surfaces et des possibilités d'amende sur les trajets, au bénéfice des supermarchés, des magasins alimentaires de proximité et surtout du e-commerce en grandes surfaces alimentaires (+70% de CA / 2019 début avril - sources IRI) : ce segment de marché représente le tiers de la croissance totale des achats alimentaires depuis le début du confinement.

FILIERES CEREALES OLEAGINEUX

Conjoncture marchés :

Blé : maintient.

Les bons chiffres export Pays Tiers permettent de compenser la demande intérieure qui faiblit (nette baisse dans la panification et la transformation en biocarburant).

Orge : morose.

Toujours pénalisée par la baisse très importante de la consommation de bière (confinement), à laquelle s'ajoute une hausse des surfaces en orges brassicoles.



Maïs : bas.

La culture est pénalisée par la forte contraction du débouché de l'éthanol au niveau mondial.

Colza : stable.

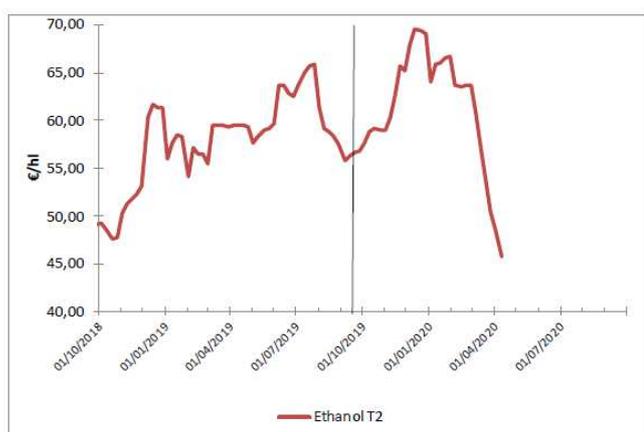
Hésitant entre la tendance des cours du canola et du palme et les pertes de potentiel de rendement en Allemagne et en France (Grand Est notamment) à cause des dégâts de gel et des attaques d'insectes.

FILIERES BETTERAVES/SUCRE

Le sucre blanc se reprend très légèrement depuis début avril, après la chute importante de février/mars.

Malgré un marché mondial plus rémunérateur que le marché européen début 2020 (avant la crise), le bilan communautaire semble s'orienter vers un déficit de l'ordre de -1,1 Mt (= UE importatrice nette) face à la faible quantité de sucre disponible dans l'UE. Ce bilan est cependant à l'équilibre si on exclut de Royaume-Uni.

VALEUR DE L'ÉTHANOL (carburant uniquement)



Par contre, la chute de la cotation de l'éthanol depuis la mi-février se poursuit faute de débouchés. Le niveau d'environ 45 €/hl permet de rémunérer la betterave à environ 19 €/T (hors-pulpe). Les cotations à moyen terme (automne) remontent légèrement et se rapprochent des 50 €/hl.

Les industriels régionaux assurent leurs livraisons de sucre (multipliées par 3 en GMS au moment du pic de la consommation) et poursuivent la fabrication de gel hydro alcoolique et d'alcool éthylique à MORAINS (Tereos) et à ARCIS SUR AUBE (Cristal Union) à partir d'éthanol. Ce débouché, qui représentait historiquement 1% de la production française d'alcool agricole, sera toutefois très insuffisant face à l'effondrement de la consommation à destination humaine ou biocarburant.

FILIERES LUZERNE

Les premiers chantiers de récolte de luzerne ont démarré à la mi-avril, précocement cette année après un hiver peu rigoureux.

Après quelques inquiétudes dues à la vacance de prestataires de maintenance au début de la crise à la mi-mars, ceux-ci sont progressivement revenus dans les usines pour préparer

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



le début de la campagne. Pour les salariés des usines tout est fait pour s'aligner sur les recommandations de la DIRECCTE.

TOUS ELEVAGES

En alimentation du bétail, la baisse des tensions sur les livraisons se confirme après un effet de stockage des éleveurs et probablement également en lien avec la conjoncture morose en bovins lait et viande.

Activités de services aux éleveurs (vétérinaires, insémination, labos d'analyses, identification...) globalement assurées, selon les territoires, en mettant en place des procédures adaptées.

Reprise du contrôle de performance en lait sur une majorité des départements du Grand Est (périmètre 3CE) depuis le 07/04 en protocole B (robots, lactocorder...).

FILIERE BOVINS LAIT

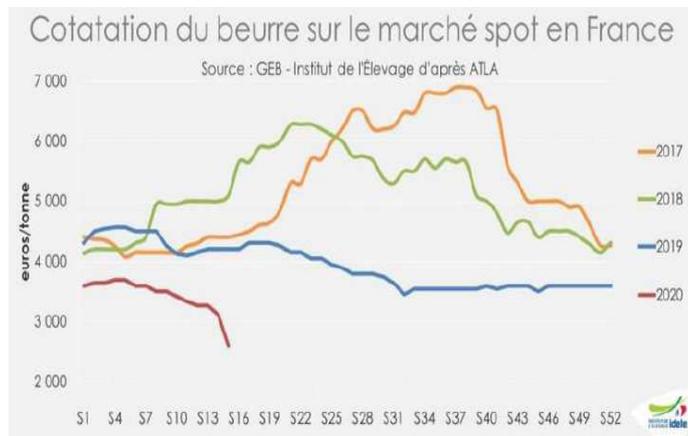
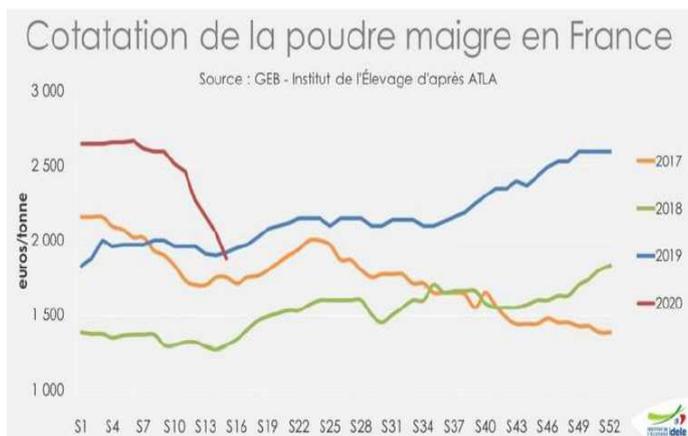
En termes de consommation pour les produits laitiers, la crèmerie continue de profiter de la progression de l'achat des ménages : le lait liquide, le beurre et les crèmes sont les produits qui ont le plus progressé en volume et en valeur. Les ultra-frais et les fromages en libre-service dans une moindre mesure en ont aussi profité (sources IRI). Par contre, les achats sont déprimés pour les produits fromagers sous SIQO et les ventes à la RHD, aux IAA et à l'export sont en forte baisse (respectivement -80%, -25% et -25%). Au global, le chiffre d'affaire des transformateurs est impacté négativement.

A noter : malgré le contexte de crise, la consommation de produits bio (notamment de beurre bio) progresse également et dans une plus grande proportion que le conventionnel.

La hausse saisonnière de la production a été quelque peu freinée début avril : la collecte hebdomadaire a diminué de 1% à l'échelle nationale (semaine 14/2020 vs semaine 14/2019), se situant à un niveau inférieure aux 5 dernières années. Toutefois, la tendance est à confirmer sur les prochaines semaines : effet climatique (temps froid et sec défavorable la pousse de l'herbe début avril) ? Effet baisse du cheptel laitier (inférieur de -1,5 % début 2020 / 2019) ?



Sur les marchés, le déséquilibre offre/demande au niveau national, européen et mondial amène à un effondrement des cours de la poudre et du beurre (-28% et -26% sur les 6 dernières semaines) : ils se rapprochent des prix d'intervention européen et pourraient rapidement les atteindre.



Ceci se traduit par une chute du prix du lait transformé en beurre/poudre (20 à 30 % de la transformation totale française), qui va très probablement, selon les débouchés des entreprises, se répercuter sur le prix payé aux producteurs dans les prochains mois (potentiellement -20 à -25 €/1000L / 2019 au 2^{ème} trimestre).

Voies d'adaptation/vigilance :

Au-delà de la mise en œuvre d'un fonds de compensation et de la mobilisation pour limiter la production, le CNIEL prépare une campagne de communication pour promouvoir la consommation de fromages AOP.

FILIERE VIANDE BOVINE

Même si la consommation en GMS est particulièrement volatile, on constate un rebond des ventes en boucherie sur fin mars/début avril. Cependant, le déséquilibre carcasse reste prégnant : depuis le début du confinement, la progression des ventes est spectaculaire en hachés de bœuf, en frais et surtout en surgelés (respectivement +24% et + 60% / 2019 - données de l'IRI), mais est toujours difficile pour certains morceaux nobles.

En région, la baisse d'activité reste toujours de l'ordre de 10 à 15%, accompagnée d'une poursuite de la perte des repères.

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



Dans ce contexte, les cotations sont orientées à la baisse, avec une tendance plus marquée sur les vaches laitières et mixtes, et sur les JB. A l'inverse, les faibles disponibilités et le maintien de la demande italienne favorisent les cours des broutards.

Les craintes sont accentuées par la conjoncture laitière et la demande des transformateurs d'une modération/baisse de la production qui fait peser un risque pour la filière viande bovine : annonce de hausses de prévisionnels de sorties de vaches laitières sur certains territoires.

Voies d'adaptation/vigilance :

Les pistes de travail restent semblables à celles évoquées antérieurement :

- poursuite du travail autour des modalités à mettre en place pour permettre aux produits français d'être prioritaire dans le cadre des appels d'offre des collectivités/RHD à l'issue de la crise,
- recherche de débouchés export.

FILIERE VIANDE OVINE

Malgré les craintes, la demande en agneaux français a été très forte au cours de la semaine précédant Pâques et le « prévisionnel » de commercialisation a été absorbé.

Au final, peu d'animaux restent en stock dans les fermes : les collecteurs ont bien travaillé avant Pâques si bien qu'il n'y a plus de "gros" agneaux chez les producteurs, seulement des petits. La tendance satisfaisante s'est poursuivie cette semaine puisque la demande a été similaire à une année normale.

Hormis Carrefour, l'ensemble des enseignes a joué le jeu de l'agneau français et/ou de l'agneau local. La demande a été encouragée par le « consommer français » relayé partout, par les campagnes de communication réalisées par Interbev et par la fermeture des frontières.

Même s'il ont pâti de la crise, les prix de vente ne se sont pas effondrés : ils se sont maintenus aux environs de 6 €/kg carc., laissant un manque à gagner de l'ordre de 15 et 20 €/agneau par rapport à une année normale.

Par contre, pour la suite, les perspectives restent floues à court et moyen terme et les incertitudes sur la consommation durant la période du Ramadan restent de mise.

Concernant le projet d'achats anticipés de viande à destination des acteurs de la RHD travaillé en concertation avec le Conseil régional et des acteurs de la transformation, faute de disposer de l'ensemble des informations nécessaires, il n'a pas été possible de finaliser un dossier pour la Région Grand Est.

FILIERE VIANDE VOLAILLES

A l'échelle nationale, l'impact du Covid 19 sur la filière poulets de chair se traduit par une baisse de l'activité globale de -5 à -10% environ, en lien avec l'arrêt de la RHD . La situation

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



s'est stabilisée cette semaine et les ventes de poulets sont en hausse de 10 à 15% dans le commerce. Mais cette hausse ne compense pas les ventes en RHD d'où une baisse globale de l'activité de -5 à -10%.

Même s'il existe des disparités entre les entreprises, les producteurs de poulets certifiés sont aussi à la peine : l'arrêt des rôtisseries s'est traduit par un arrêt des ventes et ces poulets sont valorisés comme des poulets standards.

Voies d'adaptation/vigilance :

La filière demande des mesures d'accompagnement au niveau UE :

- Aide au stockage privé : travail qui se poursuit au niveau national pour affiner les besoins de la filière (tonnage et mode de stockage par espèce et évaluation des coûts).
- Arrêt des importations des pays tiers : les acteurs de la filière militent pour un arrêt de ces importations le temps d'écouler les stocks qui se constituent en Europe. En effet, les importateurs européens continuent à importer pour ne pas perdre leur licence d'importation. Dans tous les cas, l'arrêt des flux d'import sera long (au moins 3 mois de délai du fait de l'acheminement en bateau).

En complément, la filière souhaiterait étudier la possibilité d'adapter les cahiers des charges de la restauration collective pour donner la priorité aux produits français touchés par la crise (cf démarche INTERBEV en viande bovine).

Enfin, un plan de communication sur facebook, instagram, en GMS... est mis en place à partir de mi avril visant à mettre en avant tous les produits sous la dénomination la « volaille française »

FILIERE EQUINE

Face aux difficultés rencontrées par les éleveurs, notamment le surcroît de travail dans les centre équestres qui doivent assumer tout l'entretien de la cavalerie (soins, travail des chevaux...) étant donné que les propriétaires ne peuvent plus le faire eux même (fermeture administrative des établissements), différentes mesures ont été mises en oeuvre :

- lettre à destination de la DRAAF, cosignée Conseil du Cheval/CRAGE, pour demander la possibilité d'utilisation des jachères pour le pâturage des chevaux,
- l'ouverture d'un groupe facebook « fermé » pour la mise en relation des structures équestres qui cherchent des pâturages pour leurs chevaux et les exploitations agricoles qui en auraient à offrir.

Au-delà de la réduction de la charge de travail de la sortie quotidienne des chevaux, ces mesures permettraient également d'alléger les besoins en fourrages et le coût de l'alimentation.



Par ailleurs, afin d'informer et de répondre aux questions des professionnels de la filière équine, le Conseil du Cheval, en partenariat avec d'autres acteurs dont la CRAGE, a mis en place une hotline :

Conseil des Chevaux
GRAND EST

ALSAIS - CHAMPAGNE - ARDENNE - LOIRAINES

COVID-19

PROFESSIONNELS DE LA FILIÈRE ÉQUINE,
Un **numéro vert** a été mis en place pour répondre à toutes vos questions sur la crise sanitaire : soutien aux démarches, dispositifs d'aides, réglementation, ...

9h - 12h
14h - 17h
du lundi au vendredi
Mise en place dès le mardi 14 avril

En partenariat avec :

03 56 57 00 14

FILIERES FRUITS ET LEGUMES

2 Préfectures ont communiqué sur les règles relatives aux ventes de semences et plantes potagères :

- Meuse (courrier émis le 8 avril) : les jardinerie qui restent ouvertes (selon décret n°2020-293) peuvent maintenir leurs rayons de semis et plantes potagères accessibles. La vente de plants et semences sur les marchés est possible. Et les exploitants peuvent mettre en place un système drive ou de commande/livraison.
- Meurthe-et-Moselle : autorisation de la vente de plantes potagères, à visée strictement alimentaire dans ces conditions : limitation du nombre de clients, pas de vente sous serre, respect des gestes barrière.

FILIERE VIGNE ET VINS

Marchés et production en Champagne :

Comme d'après l'IRI (achat consommateurs) la semaine dernière les données Nielsen des ventes dans les GMS confirment une chute de l'ordre de -60% en France, sachant que d'un autre côté les circuits de commercialisation type restaurants, bars, hôtels... sont fermés. La situation est identique à l'échelle UE (France + UE = 80% des ventes). La filière s'attend donc à une chute des ventes de -75% / 2019 au deuxième trimestre, tant que cette situation perdure. Vers les Pays Tiers, même si c'est avec un certain décalage, les situations sont souvent identiques avec des chiffres catastrophiques. Cependant, la Champagne ne demandera pas une aide à la distillation de crise comme d'autres régions peuvent le faire. La période sera difficile pour les entreprises, à tous les niveaux, mais la filière réfléchit à d'autres moyens d'accompagnement (aide trésorerie...) afin de passer le cap pour continuer à protéger la valeur créée. Dans tous les cas, l'impact de la crise sera à lisser sur plusieurs années. En parallèle, les règles « du passé » de fixation du rendement sur le ratio de stock et sur les sorties seront peut-être à revoir cette année et à l'avenir.

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



Concernant les aspects main d'œuvre, et notamment le travail en cuverie et de tirage, les opérateurs ont peu utilisé le chômage partiel et plutôt joué sur la flexibilité (congés...). Par ailleurs, la filière travaille également sur les moyens à mettre en place pour recruter les 100 000 personnes nécessaires aux vendanges sachant qu'habituellement 50% de gens viennent de l'Europe et que les frontières seront peut-être fermées. Le recours aux plateformes mises en place pour d'autres productions (maraîchage...) pourrait s'envisager.

FILIERES FORET / BOIS

Reprises d'activités pour certains opérateurs (scieries) même si celle-ci est encore timide.

Autorisation de sortie par certaines DDT (Vosges) des propriétaires forestiers ayant un SIRET pour surveiller leurs plantations.

Dans les Vosges, arrêté préfectoral d'interdiction des feux en forêt jusqu'au 30/04 pour cause de sécheresse printanière.

TOURISME A LA FERME/VENTE DIRECTE/CIRUITS COURTS

Comme évoqué dans les versions précédentes, l'évolution des ventes en CC/VD sont hétérogènes : globalement, les circuits les plus organisés voient un fort développement de leur vente (drive, magasins..) et stagnation/repli pour les autres.

Aussi, de nouvelles formes d'organisation (drive d'urgence, livraison, dépôts chez boulangers...) se sont mises en place, mais elles conduisent bien souvent à une hausse des charges pas toujours répercutées sur le prix de vente.

Concernant les actions mises en œuvre et permettant d'accompagner la mise en relation entre l'offre et la demande :

- l'application mobile de la Région s'appelle [Loc'Halles Grand Est](#) (et non Réseau Terroir = nom avant sa mise en production). Elle a pour but de géolocaliser les professionnels des circuits alimentaires (producteurs, acheteurs, transformateurs) de la région Grand Est par proximité géographique.
- la CDA54, suite à son enquête téléphonique auprès des producteurs, a décidé de communiquer en priorité sur les producteurs qui ont des difficultés à trouver des débouchés. Des listes ont été envoyées aux communautés de communes notamment. Une page dédiée sur [LorraineAUcoeur](#) a été créée.
- Drive-fermiers.fr : plateforme nationale qui recense tous les drives existants en France (Miramap, Bienvenue à la ferme, Pourdebon.com, Locavor, Cagette.net etc.). L'adresse de ce site : <http://www.drive-fermiers.fr/>
- L'Aube et la Haute-Marne ont édité des guides à destination des agriculteurs pour les aider à trouver des solutions pour « commercialiser leurs produits en temps de crise ». Vous pouvez télécharger les guides ici : [celui de l'Aube](#), [celui de la Haute-Marne](#).

